

Expressions

Numéro 109 - novembre 2023 - 1 euro

Solidaires

Journal de l'Union syndicale Solidaires

Solidaires

JUSQU'À

LA VICTOIRE

Numéro
spécial **25 ans**
de lutt

Pour contacter :
le secrétariat national
contact@solidaires.org

l'équipe de communication
journal@solidaires.org

Plus d'informations :
solidaires.org

À propos de la UNE : *Solidaires fête cette année ses 25 ans. 25 ans de luttes, de victoires, d'échecs aussi. Mais surtout 25 ans d'un syndicat différent qui se bat pour la transformation sociale de l'ensemble de la société au quotidien.*

Historique et chronologie de Solidaires : solidaires.org/se-syndiquer/a-propos-de-solidaires/histoire

Présentation et bibliographie de Solidaires :

solidaires.org/se-syndiquer/a-propos-de-solidaires/presentation

les informations générales :

La petite boîte à outils sur les conditions de travail
la-petite-boite-a-outils.org

La liste et les contacts des syndicats
solidaires.org/les-structures-de-branche

La liste et les contacts des Solidaires locaux
solidaires.org/les-solidaires-locaux



Et voir sur le site :

Expressions Solidaires sur
solidaires.org/sinformer-et-agir/les-journaux-et-bulletins/expressions-solidaires/

Journal de lutte de l'Union syndicale Solidaires, à lire, à partager, à coller !

Des brèves, des articles, des analyses et des superbes affichettes à enlever et à afficher !

Journal trimestriel édité par l'Union syndicale Solidaires

Rédaction : 31 rue de la Grange aux Belles, 75010 PARIS

Directrice de publication : Murielle Guillbert

Coordination générale du numéro : Julie Ferrua

Coordination graphique : Anaïs Enjalbert

Comité de rédaction : Anouk Colombani et Mathieu Borie

Coordination de la communication : Simon Duteil

Graphisme : Atelier du bonjour

Imprimerie : Rotographie, Montreuil-sous-Bois (93) - imprim'vert

Merci à Annick, Anouk, Bobo, Cécile, Christian, Didier, Elie, Elisabeth, Eric, Gérard, Julie, Murielle, Nara, Simon, Théo

N°CPPAP : 1 023 S 05397

Dépôt légal : à parution

25

Il y a 25 ans le Groupe des 10 composé de syndicats autonomes est devenu l'Union syndicale Groupe des 10 et s'est doté de statuts et de valeurs communes. C'est cette histoire que l'on vous raconte à travers ce numéro spécial, en confrontant joyeusement les différents moments de nos luttes.

L'histoire d'une rencontre, d'une volonté de construire en interpro un syndicalisme différent, un syndicalisme de lutte et de transformation sociale.

De multiples moments et sujets me reviennent en mémoire en pensant aux 25 ans de l'histoire de Solidaires. Peut-être que le fait marquant, c'est la rencontre début 1989 entre Sud Ptt, qui venait tout juste de se créer, avec le Groupe des 10 et le SNUI (Syndicat national des impôts à l'époque). Au-delà des personnes et de la confiance qui s'est construite entre elles, nous avons su trouver les voies de passage d'un outil interpro dans un moment où ce n'était pas évident. Exclues d'une organisation confédérale, nous avons fait le choix de construire une fédération professionnelle (Sud Ptt) en gardant une perspective interprofessionnelle de syndicalisme de transformation sociale. Pari osé dans un contexte politique de crise des mouvements d'émancipation, partis politiques comme syndicats...

Cet objectif nous a conduit à ne pas rejeter la « main tendue » du Groupe des 10 alors même que nous avions des a priori sur ce syndicalisme non confédéré... Nous avons vite vu que au-delà de l'histoire tourmentée du syndicalisme en France, aucune structure n'était figée, que des questions communes étaient posées aux un·es et aux autres, et qu'aucune organisation n'avait de réponse à elle toute seule sur les enjeux du syndicalisme à la fin du XX^e siècle. Au-delà des textes et des objectifs déclarés, la question du rapport aux luttes et des pratiques démocratiques était centrale. La lutte aux Impôts de l'année 1989 prouva la capacité du SNUI à engager des formes de luttes « radicales », nécessaires face à un gouvernement « socialiste » englué dans les dogmes libéraux. L'expérience du mouvement social de l'hiver 1995 prouva, dans la rue, les convergences de la majorité des syndicats du Groupe des 10. Le choix fait ensuite de mettre sur pied un outil interprofessionnel, doté d'un fonctionnement original, ne fut pas de tout repos...

Il fallut convaincre en permanence des enjeux de fond, respecter les différentes histoires et les différents rythmes, travailler la notion de consensus, qui nous changeait des pratiques des confédérations classiques et qui a été décisive pour la construction de l'outil Solidaires. Il a fallu aussi assumer la double nécessité : construire notre outil interpro dans tous les secteurs, entrer en concurrence avec nos partenaires syndicaux et pourtant travailler à la nécessaire unité syndicale... *Alors oui, cette rencontre de janvier 89 dans un modeste local de la rue de Malte à Paris (premier siège de Sud PTT) est un moment important dans l'histoire de Solidaires : je ne le savais pas sur le moment mais j'en suis persuadée avec le recul et suis (un peu) fière d'y avoir contribué (avec d'autres bien sûr !)...*

Annick Coupé,
porte-parole de l'Union syndicale Solidaires,
de 2001 à 2014



Assemblée générale de la ligne 3 du metro à Paris, 16^e jour de grève, en décembre 2019

Edito
 Un journal pour notre projet interprofessionnel et solidaire.
 Nous sommes les premiers membres de l'Union syndicale Interprofessionnelle (USI) à avoir créé un journal pour créer davantage de lien entre ses 70 000 adhérents actifs et passifs. Ce journal est un outil de médiation et de positionnement stratégique dans une conjoncture de construction dans les secteurs professionnels comme dans l'interprofessionnel. C'est aussi le moyen d'exprimer nos propositions plus le gement, auprès de salariés et à la recherche d'un nouveau souffle, agricole. Encore modestes. Expressions Solidaires vous parviendra dans un premier temps tous les deux mois.

De nombreux dossiers mobilisent la mobilisation des professionnels : l'automobile, le numérique, les 35 heures, les retraites, l'indépendance, l'avenir des services publics, le projet de budget pour l'an 2020... Les professionnels sont sur tous ces terrains et entendent participer à la rédaction d'un rapport de force interprofessionnel pour combattre les orientations libérales du gouvernement actuel. Expressions Solidaires doit réfléchir aussi collectivement.

Le journal met à disposition l'outil qui nous permet de nous organiser sur nos territoires. Il est un outil de médiation, de positionnement et de médiation. Il est un outil de médiation et de médiation. Il est un outil de médiation et de médiation.



Réduction
 du temps de travail



Le journal de l'Union Syndicale/ Groupe des Dix - n°1 - juillet 1999 - 5 F

Numéro 1, juillet 1999

Aujourd'hui, l'Union syndicale Solidaires, c'est 52 syndicats ou fédérations professionnelles, une présence dans la quasi-totalité des départements et de nombreuses Unions locales. Ce sont plus 110 000 adhérent-es, du privé comme du public, en formation, actif-ves, privé-es d'emploi ou retraité-es. Loin de se cantonner à la Fonction publique et aux grosses entreprises, Solidaires est à l'image du salariat d'aujourd'hui, diverses dans ses implantations... comme en témoigne notre développement, au-delà de nos implantations traditionnelles, ces dernières années notamment dans l'industrie, le commerce, le secteur associatif ou l'informatique... ce qui nous a permis d'accueillir par exemple

Sud Neige dans les remontées mécaniques ou Sud Pâtres (bergers et bergères) Frédéric Bodin, secrétaire national, membre de la fédération Sud Rail.

L'interprofessionnel à Solidaires c'est quoi? A Solidaires, nous nous revendiquons d'une pratique interprofessionnelle. Mais le mot n'est pas seulement un objectif, c'est un concept et une ambition syndicale et politique. L'interprofessionnel est ainsi un nom propre. Solidaires est en 2023 une union interprofessionnelle rassemblant 52 fédérations ou syndicats. Celles-ci se rencontrent via des commissions nationales mais aussi via les unions départementales qui permettent

Grève du nettoyage à Jussieu en 2021, photo de Serge D'Ignazio





Premier congrès, création de l'Union syndicale Groupe des 10 le 14 janvier 1998

de discuter, se rencontrer et construire des luttes sur un territoire donné. L'interprofessionnel est un élément central – presque vital – de notre syndicalisme, car il est le lieu de la transformation sociale. C'est précisément là où se croisent les travailleurs et les travailleuses de différents secteurs que peut être pensé et construit une autre société. Dès l'exclusion des militant·es Ptt de la CFDT, la question de rester lié aux autres secteurs a été au centre d'une reconfiguration potentielle. Des liens forts ont perduré avec des sections de la CFDT, qui soutenaient les exclus. Très vite le syndicat CRC Santé s'est créé et a travaillé avec Sud ptt, puis des rapprochements ont été faits avec les syndicats dit autonomes.

Le projet n'a jamais été celui de rester des syndicats de «branche», c'est-à-dire centré sur un secteur ou une profession, mais bien de travailler entre professions (au sein du même syndicat) et entre secteurs. Cette pratique permet aussi de mutualiser des moyens. Là où certains secteurs ont gagné des droits à militer, ils peuvent en aider d'autres où le militantisme est plus compliqué, et souvent plus réprimé. Sans l'entraide entre les syndicats et les secteurs, les syndicats Sud et aujourd'hui encore des Suds-Solidaires n'auraient jamais pu se créer.

Anouk Colombani, co-secrétaire de Solidaires Seine Saint-Denis, membre de Sud Culture et Médias Solidaires

Numéro 101, septembre 2021



Pendant le mouvement retraites 2023, photo Alain Guilhot, Divergence





Une des dernières manif. CFDT de futur-es Sud/Solidaires pendant la grève de novembre-décembre 1995 qui amènera à la création de nombreux syndicats Sud

RETRAITE Les mobilisations sociales sur la question des retraites ont marqué l'histoire de Solidaires comme enjeu fondamental de solidarité et de partage des richesses, et d'égalité femmes/hommes. La réforme Balladur de 1993 qui passe le privé de 37,5 à 40 annuités passe en juillet sans réaction. Juppé, fin 1995, veut terminer le travail et aligner tout le secteur public sur ces 40 annuités, au nom déjà de « l'équité ». Les grèves et manifestations de l'hiver 95 l'obligent à reculer. Mais l'enjeu reste toujours le même pour les gouvernements successifs et le patronat : baisser le niveau des pensions... Fillon mènera l'offensive contre le secteur public en 2003, laissant de côté les salarié-es

des transports qui gardent une forte capacité de mobilisation. Les journées unitaires de grève et de manifestations sont fortes : mi-mai, la CFDT « sauve » la réforme en signant un accord avec le gouvernement, ce qui provoquera, comme en 1995, des départs en son sein. En 2010, nouvelle offensive contre l'ensemble des salarié-es avec le passage à 62 ans de l'âge légal et l'augmentation du nombre d'annuités. L'unité syndicale et les luttes importantes se heurteront à un Sarkozy « droit dans ses bottes »... Solidaires et ses organisations ont été très impliquées dans ces mouvements sociaux.

Annick Coupé

Numéro 15, avril 2004

Pendant le mouvement retraites 2023, à Paris

Solidaires

Union syndicale G10

Expressions Solidaires n°15

À l'offensive contre la casse sociale!

À juste titre, le Gouvernement a été sanctionné dans les élections régionales sur sa politique antisociale voulue par le MEDEF et appliquée par Raffarin depuis son arrivée à Matignon en 2002. De nombreuses luttes sociales ces derniers mois ont montré le refus des politiques libérales : les Intermittents, les chômeurs, le personnel de la Recherche, les salariés licenciés, les personnels des services publics : tous, en descendant dans la rue, exigent une autre politique qui arrête de faire la part belle aux exigences du MEDEF.

Jacques Chirac, au lendemain des régionales, a dû constater quelques reculs (ASS, Recherche, Intermittents...) pour tenter de démentir le mécontentement social.

Mais en maintenant le même Premier Ministre, il a confirmé qu'il entendait poursuivre sur le fond la même politique et ne renoncer en rien aux futures « réformes », en particulier celle de l'Assurance-maladie, et celle du Code du travail ; il poursuit les privatisations du secteur public, malgré les tergiversations sur celle d'EDF-GDF.

Face à cette surenchère sociale, il y a nécessité de préparer la convergence des luttes existantes et des mobilisations d'ensemble pour empêcher toute nouvelle attaque contre les droits des salariés et des chômeurs et exiger que les donateurs de fond soient révoqués.

Dans ce contexte, le 1^{er} mai 2004 doit être une journée de mobilisation très forte sur toutes ces exigences sociales. Ce doit être un point d'appui pour préparer un mouvement d'ensemble.

L'Union syndicale G10 Solidaires qui sort renforcée de plusieurs élections professionnelles (Rail, Culture, Finances, Santé...) est décidée à agir en ce sens.





Numéro 107, mars 2023

Pendant le mouvement retraites 2023, à Paris

RETRAITE 2023 L'unité syndicale restera l'élément marquant du conflit de 2023. C'est cette unité qui a permis les nombreuses et très fournies manifestations, dans les grandes villes, mais aussi dans des petites villes, et de gagner la « bataille de l'opinion publique ». Pendant cette période, les syndicats sont plus ou moins devenus le porte-parole d'un monde du travail. Mais ceci n'a pas été suffisant. Nous savons que pour faire reculer le capitalisme, il faut l'atteindre là où il exploite, là où il tire ses profits, sur les lieux de production. Nous savons que la grève générale reconductible est notre arme la plus fiable mais qu'elle ne se crée pas d'en haut avec une « base » qui n'attendrait que le coup de sifflet pour

partir. Le mouvement ouvrier n'a pas été en mesure, à ce stade, d'utiliser cet outil. Il faut donc réapprendre à parler aux travailleurs-euses et surtout, sans doute, les écouter, les entendre. Nos collègues de travail sont, façonné-es, influencé-es par le travail, par le système hiérarchique et de promotion, par le système capitaliste de course à la production et à la consommation. A nous de leur permettre d'enviesager, ensemble, d'autres possibles, d'autres rapports sociaux et humains. C'est cette action syndicale qu'il nous faut mener au quotidien pour gagner progressivement des batailles culturelles, pour que d'autres espoirs renaissent.

Extrait du bilan retraite, septembre 2023

Pendant le mouvement retraites 2023, à Paris





Marche européenne au printemps 1997



« Après l'annonce du plan social, ça a été un moment de stupeur générale... mais la rage est là » *Maria - La Redoute (Roubaix)*

WWW.SOLIDAIRES.ORG

Numéro 42, septembre 2009

CHÔMAGE Le mouvement AC!, « Agir ensemble contre le Chômage! » a été créé en octobre 1993 à la suite d'un appel de nombreux syndicalistes et d'intellectuel·les, comme Pierre Bourdieu. L'objectif d'AC! : défendre les droits des chômeuses et chômeurs et s'attaquer aux causes du chômage en proposant des solutions comme la réduction massive du temps de travail. La première action d'ampleur d'AC! a été une série de marches qui ont parcouru tout le pays en 1994, marches accueillies à Paris par plus de 30 000 manifestant·es. Puis ce seront les Marches européennes qui aboutiront en 1997

à Amsterdam et en 1999 à Cologne. La naissance d'AC! a été concomitante avec l'émergence d'autres mouvements sociaux novateurs, comme Droit au Logement ou les collectifs de Sans-papiers. Dès son origine, de nombreux militant·es investis dans le Groupe des Dix et qui allaient créer Solidaires, venant de Sud-PTT, du SNUI ou de la gauche de la CFDT, se sont investis dans AC!, convaincu·es de la nécessaire alliance entre mouvement de chômeurs et mouvements de salarié·es.

Annick Coupé

Numéro 56, juin 2012

Manifestation à Paris, 2021



LE BONHEUR PAR LES LUTTES
 Francfort 2012 : manifestation contre les plans d'austerité





À la manifestation des organisations de chômeur·ses le 1^{er} décembre 2012

SANS EMPLOI MAIS PAS SANS SALAIRE ! En 2023, plus que jamais les questions de précarité et de chômage sont une préoccupation centrale de notre Union. Elles sont l'outil de domination de notre classe sociale. En 2021, grâce à la mobilisation des salarié·es du spectacle, la destruction de l'assurance chômage a pu être freinée. Mais le rouleau compresseur des réformes gouvernementales a repris de plus belle sans réaction du mouvement social. Les raisons ne manquent pas : RSA conditionnel, baisse des allocations/contracyclité,

projet France Travail de flicage des chômeur·ses et obligation d'occuper n'importe quel emploi sous peine de perte d'allocations. Avec l'emploi, Solidaires lutte contre toute forme de précarité qui concerne tout le monde du travail, logement, santé, alimentation... Aujourd'hui nous avons une plateforme chômage qui a été débattue dans nos instances et qui a été adoptée en octobre 2022. Mobilisons-nous en masse !

Elie Lambert, secrétaire national, membre de Solidaires Douanes

Numéro 45, mars 2010

Manifestation contre le chômage, Paris décembre 1997, photo de Marc Pataut

Expressions

Numéro 45 - mars 2010 - 1 euro

Solidaires

Journal de l'Union syndicale Solidaires



FAIM DE DROITS
PAS DE FIN DE DROITS EN 2010 !



Solidaires

Journal de l'Union syndicale Solidaires

VIVE LE SERVICE PUBLIC

13 JUIN 2015 MANIFESTATION NATIONALE

Toutes et tous à Guéret pour la reconquête et le développement des services publics !



Manifestation contre la privatisation de France Telecom, 1993

Numéro 70, avril 2015

PROCÈS FRANCE TÉLÉCOM L'union syndicale Solidaires fit le choix de se porter partie civile, aux côtés de Sud PTT et des autres syndicats d'Orange, dans le cadre du procès en correctionnel contre France télécom et la direction de l'époque Lombard suite notamment à de nombreux suicides. Cette décision était la suite logique d'une motion adoptée à l'unanimité au congrès de Saint-Jean-de-Monts en 2008. C'était pour nous indispensable de rendre visible les suicides liés aux conditions de travail et de mettre directement en cause

les organisations du travail et celles et ceux qui les mettent en place. Ce procès l'aura permis grâce à la plainte initiale de Sud PTT et au travail long et acharné pour rendre visible et médiatiser les méthodes de management de France Télécom pendant la période 2007-2010 tout en faisant le lien avec la situation de très nombreux autres secteurs.

Eric Beynel, co-délégué de l'Union syndicale Solidaires de 2014 à 2020, membre de Solidaires Douanes.

À lire : *La raison des plus forts. Chroniques du procès France Télécom*, Éric Beynel (coord.), Éditions de l'Atelier.
À voir : *Par la fenêtre ou par la porte*, film documentaire de Jean-Pierre Bloc de 2023 parlafenetreouparlaporte.fr

Manifestation contre la privatisation de France Telecom, 1993

Numéro 27, septembre 2006



Expressions Solidaires

Journal de l'Union Syndicale Solidaires n° 27 - Septembre 2006 - 0,70 euros

Imposons d'autres choix

L'été qui s'achève a été marqué, au niveau international, par l'invasion du Liban par Israël. L'Union syndicale Solidaires s'est fermement prononcée contre cette intervention et a manifesté sa solidarité avec toutes les victimes de cette agression, que ce soit au Liban, en Palestine ou en Israël. Cette intervention militaire s'inscrit dans la politique du gouvernement israélien de privilégier une logique guerrière au détriment d'une négociation politique, basée sur les droits des différents peuples de la région à disposer d'un Etat aux frontières et à la souveraineté reconnues, sans ingérence étrangère : c'est particulièrement vrai pour le peuple Palestinien à qui ces droits sont niés depuis trop longtemps.

Au niveau national, il n'y a pas eu de fête officielle pour le ministre de l'Intérieur qui n'a pas hésité à organiser la chasse aux enfants et leurs parents en situation irrégulière. Surtout, espérons qu'avec l'actuel RESF (Réseau éducation sans frontières) seront démolibles : il en a été pour ses frais ! La résistance contre cette politique sécuritaire, contraire aux droits humains fondamentaux, s'est organisée sans relâche contre chaque cas d'expulsion sommaire. Toutes les expulsions s'ont pu être empêchées, mais Sarkozy n'a pas eu les mains libres pour mener cette politique honteuse et démagogique qui ne règlera en rien les questions d'immigration au contraire, elle contribuera à créer de nouveaux "sans-papiers" qui sont une main d'œuvre de choc pour le patronat ! Les flux migratoires sont liés aux situations de pauvreté et de guerre, aux inégalités profondes qui ne cessent de se développer dans le monde entre pays riches et pays pauvres : c'est à cela qu'il faut s'attaquer. Des politiques de plus en plus sécuritaires ne régleront rien de ce point de vue : elles développent les discriminations, la xénophobie, la peur de l'autre : c'est pour cela que nous les combattons !

Cette rentrée sociale s'engage sur la question des services publics. Au-delà du refus de la privatisation de GDF, c'est bien la question des services publics comme outil fondamental d'égalité et de solidarité qui est posée. Pour cette raison, la bataille sur GDF doit concerner non tous les salariés et au-delà tous ceux et celles qui sont attachés à l'intérêt collectif, aux valeurs d'égalité et de solidarité.

A quelques mois d'élections départementales importantes dans notre pays, nous ne voulons pas laisser le débat politique équiper les questions fondamentales au profit des questions de choix de candidats ou la démagogie sécuritaire. Nous voulons que le débat ait lieu sur les réponses alternatives à apporter aux politiques libérales menées ces dernières années dans l'éducation institutionnelle, sur l'emploi, le chômage, la précarité, la protection sociale, la fiscalité, les droits fondamentaux... Les mobilisations et les mouvements sociaux de ces dernières années ont porté des réponses alternatives : c'est ces exigences que nous voulons faire entendre à travers des mobilisations mais aussi dans le débat politique qui nous concerne tous et toutes.



BON

Sur la notion de consensus : Au départ des réunions entre les 10 organisations de ce qui allait s'appeler pendant un certain temps «Groupe des 10», voire «G10», il n'y avait pas de Statuts, pas même l'idée de Statuts, nous ne voulions pas faire une nouvelle structure. Il n'y avait que des syndicats «indépendants», «autonomes», habitués à prendre leurs décisions sans qu'une structure quelconque «au-dessus», et qui les chapeauterait plus ou moins, n'interfère. Ces organisations voulaient bien travailler ensemble, dans une «intersyndicale, interprofessionnelle» plus ou moins permanente, mais sans perdre quoi que ce soit dans leur autonomie. Il a donc été progressivement retenu que, lorsque le Groupe s'exprime, ses expressions ne peuvent être contraires aux positions de chacune des organisations membres du Groupe. Pour éviter la stérilité et l'absence de toute décision, il a été parallèlement retenu qu'avant d'entrer dans le Groupe, chaque organisation doit «tester» le Groupe et être testée par les structures déjà membres du Groupe, afin d'éviter qu'une nouvelle structure entrante ne vienne rendre plus difficile une prise de décision au consensus.

C'est la mise en place d'une phase dite «d'observation» pendant laquelle la structure qui postule participe aux réunions et aux débats, peut intervenir, et peut voter, mais avec un vote purement fictif qui permet aux autres organisations de mieux connaître l'organisation candidate. C'est aussi l'utilité de valeurs et de pratiques rappelées désormais dans le Préambule aux Statuts et qui sont présentées aux organisations candidates pour qu'elles sachent bien dans quel genre d'Union syndicale elles vont entrer. Avec de telles précautions, le fonctionnement au consensus est un peu facilité. Surtout, la recherche du consensus oblige à d'autres rapports entre les organisations membres : quand il y a un désaccord, on ne s'en sort pas par un vote «minoritaires contre majoritaires», mais il faut se convaincre réciproquement. Ceci oblige à plus d'écoute dans les deux sens. C'est probablement ce qui a été apprécié par les camarades venus de la CFDT et habitués à être minoritaires dans leur confédération, et à y être continuellement négligés.

À l'usage, il apparaît aussi que la recherche du consensus peut donner l'impression de «perdre du temps», le temps qui est mis à convaincre d'autres, ou qu'il faut pour que nous soyons convaincus par d'autres. Finalement, nous constatons que ce n'est pas du temps perdu, car, une fois que les échanges ont eu lieu, que les positions sont comprises, puis partagées, l'accord entre les organisations est plus solide, ce qui facilite ensuite de nouvelles convergences sur d'autres thèmes et sujets mis en débat. Ce fonctionnement «au consensus» entre les organisations membres du Groupe, maintenant dans les Statuts de l'Union syndicale Solidaires, a quelques conséquences sur le fonctionnement interne des structures membres. Celles-ci sont libres d'adopter leurs Statuts mais, quand elles vont s'exprimer au sein de l'Union, elles ne disposeront chacune que d'une voix, et ce quelle que soit la taille de l'organisation membre (toujours avec l'idée que

le syndicat de base doit être privilégié). Ne disposant que d'une voix, il faut donc que la structure membre débattenne à l'interne pour parvenir elle aussi à une position admise par toutes et tous, ou, tout au moins, non rejetée. **Gérard Gourguechon, porte-parole du Groupe des Dix (1981) puis de l'Union syndicale Solidaires à sa fondation jusqu'en 2001**

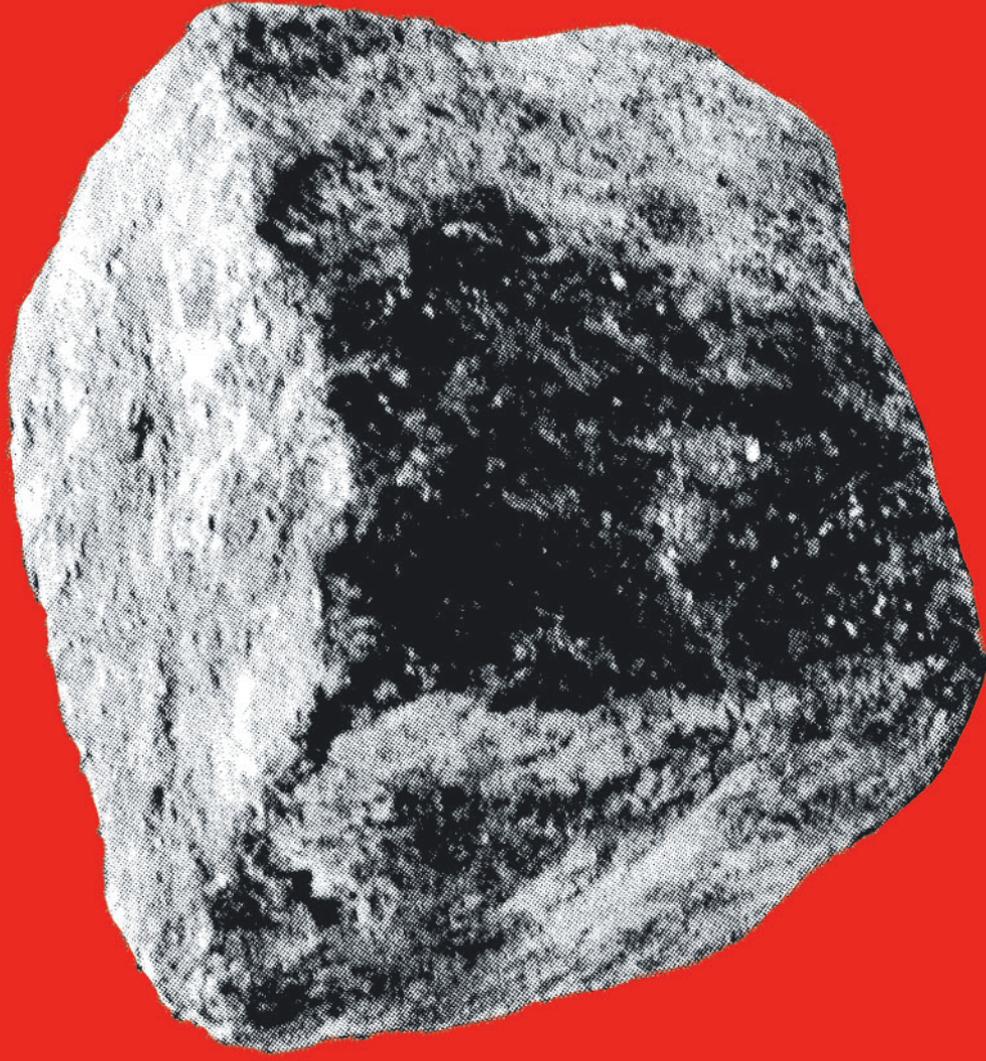
Un congrès c'est une démocratie collective. Issue d'une fédération investie et participant à la construction de l'Union syndicale Solidaires, c'est mon premier congrès de l'Union qui reste le plus marquant. C'était celui de 2008 à Saint-Jean-de-Monts. Tout d'abord, parce qu'il n'avait rien à voir avec ceux de Sud PTT. C'est une surprise, même si l'on m'avait prévenu.

Ce qui m'apparaît alors, c'est la pertinence de son fonctionnement, assuré par ses statuts : le consensus recherché dans les commissions des résolutions – des moments riches en débats, sans «mandats bloqués» pour laisser la place aux échanges et points de vue différents pour finalement construire ensemble – et le lien étroit avec le droit de véto, qui oblige à rechercher ce consensus. Le fait qu'il y ait la même place en terme de parole et de vote pour les «grosses» structures comme les petites (un syndicat, une voix). J'y vois une recherche d'égalité. Ensuite, parce qu'il concrétise l'Union en lui donnant des visages, une réalité : en réunissant toutes les structures, ce n'est plus un «communiqué» que l'on fait suivre dans sa fédération, ni un logo dans ses tracts.

Il s'agit bien là de rencontrer d'autres camarades, ailleurs qu'en manifestation, en regardant les différents drapeaux qui constituent le cortège, et de débattre avec eux. De voir les proximités d'analyses, les similitudes des attaques, les différentes façons d'appréhender les évolutions engagées dans le «monde du travail», de se confronter aux luttes menées ou tentées ailleurs... Lors d'un congrès, c'est une certaine puissance collective qui se dégage, et permet d'élargir sa vision syndicale, tout en gardant l'ancrage de son secteur d'activité d'origine. J'y revois la participation collective, au sein de la délégation de Sud PTT, à se partager les présences aux commissions, les points de débats que nous avons identifiés et sur lesquels nous avons un mandat pour les défendre ou les discuter, les retours à faire pour notre fédération. J'en garde une forte expérience de démocratie collective. **Cécile Gondart-Lalanne, co-députée de l'Union syndicale Solidaires de 2014 à 2020, membre de la Fédération Sud PTT**

Tout le monde déteste le travail, de 2016 à... peut-être le début de quelque chose. Il est difficile de choisir un moment particulier dans ces vingt cinq années de la vie et des actions de l'Union syndicale Solidaires mais il me semble essentiel de pointer la période qui s'est ouverte en 2016 avec les mobilisations contre la loi travail et s'est poursuivie jusqu'à 2023 avec les mobilisations retraite et le rôle qu'a pu avoir notre union. Depuis sa création notre union

JOUR...



LUTTE DES CLASSES : MATIÈRES PREMIÈRES



...APRÈS

a toujours essayé de faire lien, de tisser des réseaux et de participer à l'éclosion des différents mouvements sociaux, installés ou émergents. C'est ce qu'elle tente et a tenté de faire, avec plus ou moins de réussite, dans ce mouvement de soulèvement global en cours. Ce fut le cas, à la fois avec Nuit debout, les cortèges de tête et l'intersyndicale, entre autres, contre la loi travail, participant du coup à son extension mais aussi à sa durée. Solidaires a su voir comme une chance pour le mouvement la possibilité de nouvelles alliances et a travaillé de bout en bout à faire le lien entre les différentes forces à l'œuvre, sans les opposer.

Elle tenta aussi de le faire pendant le mouvement des gilets jaunes, y compris parfois avec des débats internes compliqués sur la nature de celui-ci, en se rendant sur les ronds points, en participant aux différents actes parisiens, en refusant de se joindre, seule, à la condamnation équivoque d'une partie de l'intersyndicale, en ouvrant ses locaux et en proposant ses moyens syndicaux. Et puis dans les deux mouvements contre les lois retraites de 2019 et 2023, elle a, à nouveau, pris sa place. Dans le premier pour construire et installer l'un des plus longs mouvements de grève, même si limité à quelques secteurs importants, pour porter des formes d'actions dynamiques et prenant appui sur les mouvements précédents tout en actionnant au maximum du possible l'unité syndicale. Dans le second, en prenant appui sur une intersyndicale large permettant au mouvement de s'amplifier encore et de mobiliser dans des manifestations massives de nombreuses villes et régions, de remettre une fois encore en avant l'idée de grève générale tout en proposant des actions radicales au moment du 49.3. Ce qui s'est ouvert en 2016 doit être poursuivi, Solidaires y a toute sa place, car la question du travail y est au centre, pour que ce qui a sans doute commencé puisse se poursuivre et aboutir. **Eric Beynel, co-délégué de l'Union syndicale Solidaires de 2014 à 2020, membre de Solidaires Douanes**

Solidaires un syndicat qui tient la route et grandit Solidaires dès le départ est partie d'un dialogue entre des syndicats avec des cultures militantes différentes, mais des valeurs communes. Encore aujourd'hui c'est toujours un plaisir de voir se rencontrer des militant·es ou adhérent·es de syndicats et de secteurs professionnels différents lors de formations ou dernièrement des «rencontres d été Solidaires» et d'entendre ce constat : on a appris des autres, de leurs manières de faire, de militer, et ce que l'on vit au travail, dans notre secteur d'activité n'est pas très différent de ce que les autres ont dit, et oui on se retrouve dans Solidaires dans tous les sens du terme et il faut mener nos luttes ensemble. Bien sûr parfois «ça pique» entre nos organisations, la manière de défendre les travailleur·euses ou les stratégies différent... les discussions peuvent être âpres... des «petits» syndicats (en nombre d'adhérent·es) ont du mal à se développer... d'autres comme ASSO ou Solidaires Informatique connaissent un développement important, et les structures «plus importantes» (en nombre) sont toujours présentes, comme notre principe de «un syndicat,

une voix». Le socle commun de nos valeurs, l'aspiration profonde à la défense des travailleur·euses liée à la justice sociale, la lutte contre l'extrême droite, contre les discriminations sont les bases profondes de notre Union. Notre syndicalisme de lutte qui s'inscrit dans le monde dans lequel on vit et ses défis permanents, le fonctionnement au consensus, dans un cadre démocratique, l'affranchissement de tous les autoritarismes et oppressions, c'est tout ça Solidaires.

Et Solidaires continue de jouer un rôle fondamental d'interface et d'impulsion dans le mouvement social, celui de lien entre les syndicats, et les organisations associatives, féministes, écologistes, anti-fa... ceux et celles qui luttent parfois bien des années seul·es comme les collectifs des quartiers populaires, ceux et celles qui sont dans des formes de luttes plus radicales comme les gilets jaunes, les zadistes et soulèvements de la terre dernièrement. Solidaires tient la route et grandit, de par sa visibilité dans les luttes sur tous les sujets, de par ses lignes combattives et revendicatives lors des derniers mouvements sociaux des retraites. Une fierté de ces dernières années, c'est bien aussi la prise en charge de plus en plus importante du combat pour l'égalité femmes-hommes, le plan de lutte contre les violences sexistes et sexuelles de Solidaires, et les avancées constatées dans chaque syndicat sur ces sujets et sur cette question centrale de la place des femmes dans le syndicat, à tous les échelons. **Murielle Guilbert, co-déléguée de l'Union syndicale Solidaires depuis 2020**

Le consensus par une exclue de la CFDT. Il y a une chose qui me tient à cœur dans Solidaires et qui a été le résultat de débat sur notre fonctionnement interne c'est le concept de ****consensus**** qui a été mis en œuvre dans le fonctionnement de Solidaires. Pour les exclu·es de la CFDT (dont je fais partie), il a cherché à répondre à nos insatisfactions quant au fonctionnement dans cette organisation.

Grossièrement, s'affrontaient au sein de la CFDT d'une part l'appareil confédéral et bureaucratique et les structures qui le soutenaient, et d'autre part les structures en opposition. Orientations politiques sur les objectifs du syndicat (accompagnement des réformes ou transformation sociale?), sur les moyens d'action (la grève est-elle obsolète? unité d'action ou isolement? place des non-syndiqué·es dans les luttes?), sur le fonctionnement (centralisme démocratique ou droit de tendance? majorité/minorité?), sur le financement (prélèvement automatique obligatoire des cotisations ou cotisations volontaires?)...

Tous ces sujets faisaient l'objet de débats internes, d'amendements lors des congrès. Mais les débats ont été figés par l'instauration d'une opposition frontale entre «la confédération» et «l'opposition»: pour résumer, si tu étais d'accord avec moi sur un point, tu devais l'être sur tous les points! À mon avis, cela a créé une réduction de l'intelligence et de la réflexion collectives. Et c'est ce constat partagé qui nous a conduit à cette idée de la recherche du consensus par le débat d'idées pour remplacer l'affrontement finalement stérile que nous avions vécu. **Elisabeth GIGANT-CLAUDE, exclue de la CFDT, membre fondatrice de Sud Santé Sociaux**

JOUR



Journées de formation interprofessionnelle «Et voilà le travail» en mars 2010, Paris

Les capitalistes nous coûtent cher

retrouvez-nous sur www.coupspourcouts.solidaires.org

Numéro 65, avril 2014

FORMATION En mai 1986, les statuts du centre de formation, CEFI, sont déposés par le G10, soit avant la création de l'Union. Cet outil va rapidement devenir un espace de réflexion sur les valeurs et les stratégies syndicales de l'organisation. Le catalogue du CEFI se construit en lien avec Culture et Liberté. Le CEFI organise aussi des journées d'études sur les stratégies syndicales. Y sont traités le syndicalisme de double besogne de la Charte d'Amiens, la grève des impôts de 89, l'apparition des coordinations, la grève européenne dans les chemins de fer mais aussi la nécessité d'articuler les luttes avec d'autres organisations du mouvement social (chômeurs, paysans...), entre autres sujets. Par la suite, en mars 1998 ont lieu

les premières Intersyndicales femmes, qui posent la question des femmes au travail, dans le syndicalisme et dans la société en général. Cette initiative qui montre l'orientation féministe de Solidaires, a initialement réuni des militantes de la FSU, de la CFDT en lutte, et des syndicats Sud. Elles sont reconduites depuis chaque année. À partir de 2001 sont initiées les rencontres de l'été, pensées pour former les équipes syndicales qui animeront l'organisation. Après quelques années d'interruption, les Rencontres de l'été ont été relancées en 2020 et ont réuni en 2023 plus de 200 stagiaires de divers secteurs.

Lina Cardénas, membre du bureau du CEFI

Rencontres d'été de Solidaires aux Karelis, 2023





Numéro 61, juin 2013

Pendant le mouvement contre la Loi Travail, à Paris

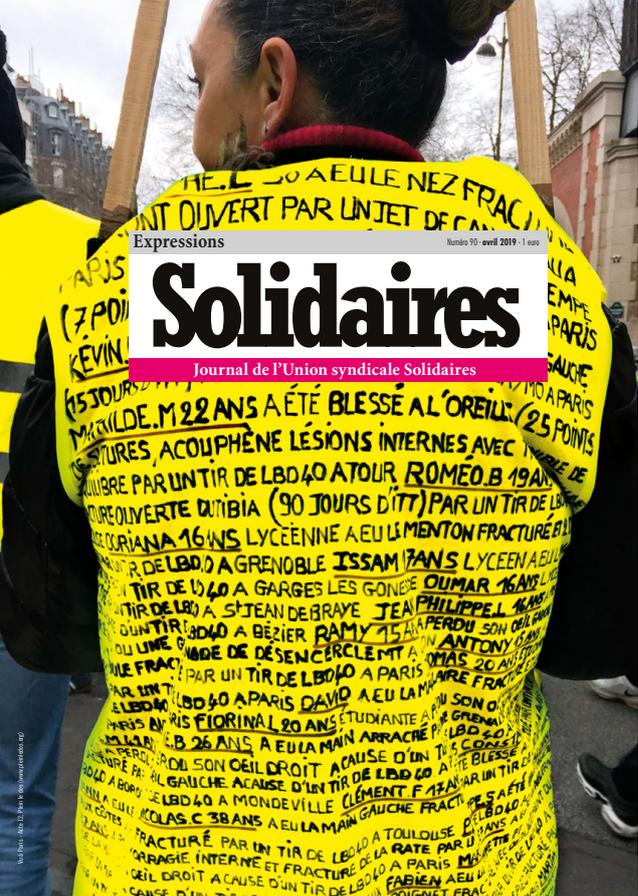
LOI TRAVAIL Les mobilisations en 2016 contre la Loi Travail ont été nombreuses, innovantes et effervescentes, et elles ont accouché de Nuit Debout. A l'époque j'étais secrétaire départementale pour Sud Santé Sociaux 31. Cette période est une période qui a été très marquante pour Solidaires 31 : nous étions très investi-es dans la lutte contre la Loi Travail, avons participé au collectif Y'a pas d'arrangement qui faisait des actions coup de poings sur la ville rose en parallèle des mobilisations et des Assemblées Générales sur la ville.

Et il y a eu les Nuits Debout toulousaine qui ont duré jusqu'à la rentrée 2017. Des fins d'après-midi et début de soirée à discuter, à construire, à apprendre à se connaître, à concrétiser nos luttes. Sans oublier toute la solidarité qui s'est exprimé à ce moment là par la Cantine debout. Les liens créés à l'époque sont des liens qu'on garde encore aujourd'hui et qui ont permis aussi de se joindre à l'appel des Gilets jaunes rapidement sur Toulouse.

Julie Ferrua, secrétaire nationale et membre de Sud Santé Sociaux

Manifestation du 14 juin 2016 à Paris, pendant le mouvement contre la Loi Travail





Expressions Numero 90 - avril 2019 - 1 euro

Solidaires

Journal de l'Union syndicale Solidaires



Numéro 90, avril 2019

Notre dame des droits, au rond point Lazzaro de Colomelles, près de Caen

GILETS JAUNES Pour l'UL Solidaires Comminges, participer au mouvement des Gilets Jaunes a été une évidence, dès le début. Des AG de 250 personnes tous les vendredi à 20 heures, à Saint-Gaudens pendant 5 mois. L'outil syndical était à disposition du mouvement. Par la présence de militants, de militantes syndicalistes, altermondialistes, d'autres réponses que celle de l'extrême droite étaient apportées. Les mouvements des Gilets jaunes ont remis la lutte de classes au centre et se sont réappropriés des outils de lutte

du syndicalisme, de ce que l'on peut appeler le syndicalisme de lutte. Les Gilets jaunes, en soi, n'ont rien inventé qui n'a pas déjà été fait tout au long de l'histoire du mouvement ouvrier. Les Gilets jaunes se sont réapproprié et ont réutilisé l'arsenal dont les pauvres disposent quand ils commencent à se confronter au pouvoir. Il y a eu un avant et un après : les liens tissés pendant ce mouvement ont nourri les mobilisations suivantes.

Nara Cladera, Fédération Sud Éducation

Avenue des Champs-Élysées, pendant le mouvement des Gilets jaunes en 2018, à Paris





Numéro 85, avril 2018

Occupation de l'église Saint-Bernard en 1996

SANS-PAPIERS De février à août 1996, à Paris, des centaines d'étranger-es « clandestins » sortent en pleine lumière, occupent des églises, des gymnases pour obtenir leurs papiers. Ils et elles seront expulsés violemment de l'église Saint-Bernard par la police le 23 août 1996 mais ceux qui se sont renommés « sans-papiers » viennent de lancer un mouvement sur tout le territoire soutenu par des centaines de milliers de personnes, dont plusieurs syndicats qui allaient former quelques temps après l'Union syndicale Solidaires. Aujourd'hui encore Solidaires est très impliquée sur les questions de migrations à la fois en interne avec la commission immigration, des campagnes Stop au Racket, des permanence, mais aussi en participant activement sur le terrain aux grèves comme

celles de Chronopost et DPD depuis novembre 2021 ou encore aux collectifs de lutte comme l'UCI, uni-es contre l'immigration jetable et pour une politique d'accueil, ou avec la Marche des Solidarités. **Benoît Clément**, Solidaires Paris et **Cybèle David**, secrétaire nationale de Solidaires, membre de Sud Éducation

INTERNATIONAL L'internationalisme est partie intégrante de notre syndicalisme. Pour certaines organisations Solidaires, cela passe avant tout par les fédérations syndicales internationales sectorielles; pour d'autres, il s'est agit de créer de nouveaux réseaux. Tout ceci s'est inscrit, dès l'origine dans une démarche interprofessionnelle: les Marches internationales contre le chômage et la précarité,

Manifestation en hommage à Clément Méric, 10 ans après sa mort, 2023





Rassemblement pour la justice et la paix en Palestine, Saint-Étienne, octobre 2023



Numéro 49, février 2011

les Forums sociaux mondiaux ou européens, les contre-sommets, etc. La solidarité avec les peuples en lutte, notamment contre le colonialisme et/ou les impérialismes, a toujours été présente: de la Kanaky au Chiapas, du Kurdistan à l'Amérique latine, de la Palestine à l'Ukraine. 2013 a marqué un tournant, avec la création du Réseau syndical international de solidarité et de luttes. Depuis, l'aventure se poursuit: rassembler des syndicats anti-capitalistes, féministes, antiracistes, écologistes, anticolonialistes, aux histoires syndicales différentes et de toutes les régions du monde, n'était pas une évidence. *Pari tenu et ça continue!* **Christian Mahieux**, secrétaire national de l'Union syndicale Solidaires de 2008 à 2014, membre de Sud Rail

ANTIFASCISME Nous réaffirmons notre opposition totale à l'extrême droite sous toutes ses formes. Il n'y a aucun arrangement ni aucun compromis possible avec ces organisations et leurs thèses. Aucun compromis non plus avec le conspirationnisme qui désarme de toute pensée critique, et crée des liens avec l'extrême droite. Pour Solidaires, la présence et l'activité syndicales au plus près des travailleur-ses, sur les lieux de travail, la reconstruction d'un tissu syndical interprofessionnel de proximité participent d'un antifascisme concret. C'est parce que nous mènerons des luttes victorieuses sur le terrain des droits sociaux et économiques que nous pourrons faire reculer durablement les idées d'extrême droite dont le FN/RN est l'incarnation principale.

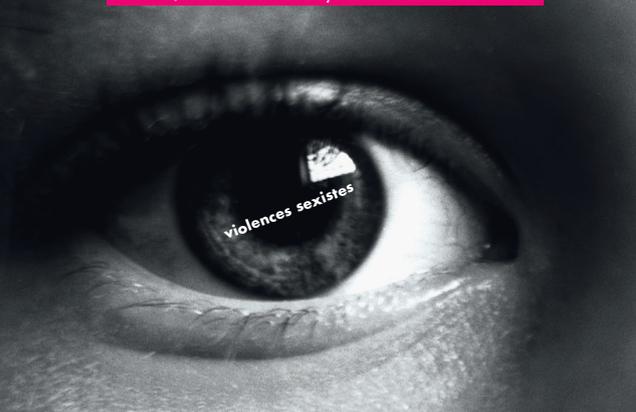
Frédéric Bodin, secrétaire national de l'Union syndicale Solidaires et membre de Sud Rail

Numéro 96, juin 2020

Expressions
Solidaires
 Journal de l'Union syndicale Solidaires

**BLACK
 LIVES
 MATTER**





Notre corps n'est pas un objet !

L'égalité inscrite dans la loi doit être pratiquée dans la vie



Numéro 83, novembre 2017

Manifestation en 1985 contre la répression pendant le mouvement d'occupation de l'usine SKF à Ivry

FÉMINISME La question d'un travail sur l'égalité femmes/hommes est apparue assez vite dans la construction du Groupe des 10, puis de Solidaires. Certaines fédérations, comme Sud PTT, avaient l'expérience de commission femmes en leur sein et d'une forte préoccupation politique en ce sens. D'autres n'avaient jamais vraiment travaillé cette question, ne voyaient pas comment la prendre en charge ou avaient d'autres priorités ; d'autres pensaient qu'étant implanté dans la Fonction publique, la question de l'égalité

professionnelle était réglée ; d'autres enfin considéraient que c'était aux associations de s'en occuper. Pour autant, il existait dans ces organisations des militantes qui étaient sensibilisées sur les enjeux féministes, mais elles étaient souvent isolées dans leur structure. La mise en place d'une commission s'est faite sans tension ni opposition, mais avec une participation de très peu de structures nationales au départ. Ce travail a été porté par des militantes volontaires et motivées. Petit à petit, cette commission s'est élargie à partir du travail

8 mars 2022 à Toulouse





Numéro 105, septembre 2022

Rassemblement pour le 8 mars 2019, Paris

réalisé: tracts pour le 8 mars, création des journées intersyndicales femmes, développement de formations sur les inégalités et les stéréotypes, mais aussi articles et matériel sur des enjeux revendicatifs d'actualité. Lors des mobilisations sur les retraites en 2003, 2010, 2019, la commission a produit un travail d'analyse genré sur les inégalités de pensions. C'est cette dynamique qui a permis qu'au 4ème Congrès national de Solidaires, à Saint-Jean-de-Monts, soit intégré dans le Préambule de nos statuts, un paragraphe sur ces enjeux et

qui commence par: « Le syndicalisme s'inscrit dans une démarche féministe en agissant par l'égalité entre les hommes et les femmes. » Une telle déclaration ne suffit, certes pas, à changer la réalité et à faire en sorte que ce combat devienne celui de toute l'organisation syndicale, à tout moment... Mais elle a permis de donner une visibilité et une légitimité politique à la prise en charge de ces combats par Solidaires et au travail de la commission femmes...

Extrait des *Utopiques* n°14, *Syndicalisme et Féminisme*.

Numéro 103, février 2022





Les soulèvements de la terre, Sainte-Soline, 2023

ÉCOLOGIE À la suite de la création de la commission écologie au congrès de 2008, les mobilisations autour de la CoP15 (Conférence des Parties) en décembre 2009 à Copenhague marquent concrètement l'engagement écologique de l'Union syndicale Solidaires. Le collectif Urgence Climat Justice Sociale se joint à l'initiative du collectif belge « Climat et Justice Sociale ». Celui-ci affrète « Un Train pour Copenhague » qui transportera depuis Bruxelles près de 800 militant-es dont une délégation Solidaires jusqu'à Copenhague pour se joindre aux mobilisations. **Didier Aubé**, secrétaire national de l'Union syndicale Solidaires et membre de Sud PTT. Et aujourd'hui? Nous avons été

à l'initiative de Alliance écologiques et sociales en 2020. Avec d'autres syndicats et association nous avons construit un plan de sortie de crise. La reconversion écologique est aujourd'hui une urgence pour beaucoup de structures de Solidaires. Qu'il s'agisse de la mobilisation contre le projet d'autoroute A69, contre les méga bassines ou contre le Lyon-Turin, les Solidaires locaux sont très impliqués dans ces luttes. Face aux projet écocidaire nous proposons des projets alternatifs. Ces quelques exemples montrent l'implication grandissante des équipes Solidaires pour aller concrètement vers la transformation écologique et sociale de la société que nous défendons. **Julie Ferrua**

Larzac, 2003, base des militant-es Solidaires organisateur-ices



Numéro 78, novembre 2016

Expressions

Numéro 78 - novembre 2016 - 1 euro

Solidaires

Journal de l'Union syndicale Solidaires

en Lutte



Une victoire historique contre le néolibéralisme

Le projet de traité constitutionnel vient d'être rejeté. Cette victoire du non est d'abord le résultat de la dynamique unitaire qui s'est créée pour un projet progressiste, démocratique et européen de ce traité et qui a vu travailler côte à côte syndicalistes, militants du mouvement altermondialiste et militants associatifs et politiques. Face à une propagande gouvernementale sans précédent visant à orienter les électeurs vers le oui, cette dynamique, qui a abouti à la création de plus de 900 collectifs unitaires dans toute la France, a été un facteur décisif pour permettre le développement du débat public et l'appropriation de ce texte par nos concitoyens.

Cette victoire a été rendue possible par le fait que, contrairement à ce qu'affirment les partisans du oui, le débat ne portait pas sur la nécessité de la construction de l'Europe mais sur ses modalités. Le rejet de ce texte exprime le refus d'une Europe néolibérale organisée autour d'un axe, le marché, et avec un seul objectif : le développement de la concurrence. Elle pose la question de type d'Europe que nous voulons. La victoire du non marque aussi le rejet des politiques néolibérales, les nouvelles directives issues d'orientations prises à l'échelle européenne, mises en oeuvre par le gouvernement Chirac/Khalifa. Elle doit, pour le moins, interpellier les responsables des partis politiques et des mouvements qui ont mené une campagne burlesque contre ceux et celles qui s'opposent à ce projet de traité.

Pour l'Union syndicale **Solidaires**, le combat contre ce projet de traité, dans lequel elle s'est fortement engagée, doit trouver un prolongement tant au niveau national qu'européen. Au niveau national, ce non est un encouragement à amplifier les mobilisations unitaires engagées ces derniers mois contre la politique gouvernementale, que ce soit sur les services publics, les salaires ou le temps de travail. Au niveau européen, le non français va avoir un impact considérable sur les peuples d'Europe. Il faut en faire un dynamisme pour développer les mobilisations citoyennes à l'échelle européenne. D'abord pour bloquer les projets de directives punitives de répression sociales (directive sur le temps de travail, directive Hohenstein, etc.), ensuite pour peser sur le contenu de la négociation du traité constitutionnel qui se manœuvre pas de dérapage. L'actuel projet de Traité constitutionnel est en route caduc. Il doit laisser la place à un réel processus



© José F. Wilson

démocratique visant à la mise en oeuvre d'un futur cadre européen commun qui laisse aux peuples d'Europe le choix du système économique dans lequel ils veulent vivre et des politiques économiques et sociales qui y lient leur avenir.

Face à ces enjeux, les collectifs unitaires créés à l'occasion de la campagne référendaire peuvent se révéler

un outil précieux. Au-delà, il faut que les salariés continuent à s'emparer du débat public, comme ils l'ont fait lors de cette campagne référendaire, pour décider eux-mêmes de leur revendications et des actions à mettre en oeuvre. L'Union syndicale **Solidaires** y contribuera.

Consultez notre site : www.solidaires.org



Manifestation des LIP, 1973

Numéro 21, juin 2005

LIP VIVRA 18 juin 1973, Besançon, usine Lip de Palente. Ce jour-là, elles et ils sont plusieurs centaines, travailleuses et travailleurs de Lip, à être réunis en assemblée générale. La décision qui va y être prise va durablement marquer l'histoire sociale et syndicale. Les grévistes de Lip, fleuron de l'industrie horlogère, font le choix de relancer la production de montres pour s'assurer une «paie ouvrière». Leurs revendications sont claires : aucun démantèlement, aucun licenciement. En décembre 1973, un accord est trouvé satisfaisant leurs revendications. Cette lutte emblématique est notre patrimoine commun. Une lutte démocratique : à côté des deux sections syndicales, CGT et CFDT¹, un Comité d'Action, structure d'élaboration horizontale ouverte à toutes et tous est créé. L'Assemblée générale quotidienne est le lieu où se prennent les décisions. Des commissions (popularisation, vente...) permettent à chacun-e de prendre une part active à la lutte. Une lutte radicale et imaginative : la lutte des Lip défie la légalité

capitaliste. Non seulement par sa dimension autogestionnaire mais aussi parce qu'elle a remis en cause le sacro-saint droit de propriété. Les initiatives se succèdent : un bulletin est créé, Lip-Unité ; dans le même esprit un film est réalisé ; les grévistes se déplacent aux quatre coins du pays... et même au-delà des frontières. Le 29 septembre, elles et ils appellent à une grande marche sur Besançon qui rassemble 100 000 participant-es. Une lutte de femmes : la moitié des Lip sont des femmes, elles représentent même 70% des ouvrier-es spécialisé-es, aux conditions de travail les plus dures et aux salaires les plus bas. Une partie d'entre-elles en critiquent ses travers patriarcaux (pour l'essentiel, les délégués syndicaux sont des hommes). Elles seront à l'initiative d'un Groupe Femmes de Lip. À tous points de vue, Lip a été une brèche. À nous d'en ouvrir d'autres.

Théo Roumier, membre de la Fédération Sud Éducation

¹ Lire « Quand la CFDT voulait le socialisme et l'autogestion », Les Utopiques n°10, printemps 2019

Entrée de l'usine Lip occupée par ses salariés à l'été 1973 à Besançon. Jean Muscat



Déclaration

ENSEMBLE !

Pour un jeune militant, adhérer à Sud Étudiant en 2000 c'est se retrouver dans un foisonnement de luttes, de mobilisations et de grèves dans le contexte altermondialiste : contre la privatisation de l'université, pour le statut des surveillant·es, contre la guerre et l'extrême droite, pour la défense des retraites, le Larzac... Il y a surtout l'apprentissage du rapport de force, la défense quotidienne des (futur·es) travailleuses et des travailleurs en l'articulant avec l'élaboration d'une transformation sociale. Sans oublier le développement de l'interprofessionnelle de proximité avec les UD et les UL. Pour moi, après la Seine-Maritime, ce sera Paris puis la Seine-Saint-Denis.

Le propre de Solidaires c'est la pratique du consensus comme objet central de notre rapport à la démocratie. Là où certain·es préfèrent des directions centralisées, et les majorités/minorités, jugées plus rapides et plus efficaces, nous avons fait le choix de l'intelligence collective. Il faut du temps et la volonté d'y arriver, c'est-à-dire de faire avancer notre projet commun. Est-ce que ça prend du temps ? Certainement ! Est-ce que c'est une mode efficace ? On peut le penser dans la durée.

Après nos années de jeunesse et d'adolescence et une croissance sectorielle asymétrique, le mouvement social pour défendre nos retraites de 2023 a montré que notre union a créé sa place spécifique dans un mouvement syndical en mutation. C'est l'œuvre du travail acharné de milliers de camarades sur des décennies pour construire notre outil. En développant un syndicalisme unitaire et anticapitaliste capable d'évoluer en constante recherche d'égalité des droits et de libertés pour toutes et tous, nous allons vers de nouveaux moments qui seront marquant pour les générations de camarades à venir : le cap des 200 000 adhérent·es, la représentativité nationale interprofessionnelle, la victoire sur les retraites à 60 ans, la transformation écologique de notre système de production... et tant d'autres. **Allons-y le plus vite possible, construisons Solidaires !**

Simon Duteil,
co-délégué de l'Union syndicale Solidaires, depuis 2020

Union
syndicale
Solidaires

